

**Zeitschrift:** Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse  
**Herausgeber:** Union syndicale suisse  
**Band:** 24 (1932)  
**Heft:** 8

**Artikel:** Nécessités et possibilités d'une économie dirigée  
**Autor:** Weber, Max  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-383865>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 25.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

24<sup>me</sup> année

Août 1932

N° 8

## Nécessités et possibilités d'une économie dirigée.

Par *Max Weber*.

La Société suisse de statistique a discuté à sa session annuelle, tenue cette année à Winterthour, le sujet: « Economie libre ou économie dirigée ». Dans la pensée qu'elle intéressera nos lecteurs, nous publions la traduction de la conférence que notre ami, le Dr Max Weber, a faite à cette occasion en faveur d'une économie dirigée.

Par suite du peu de temps dont je dispose je me bornerai à exposer le problème qui doit faire l'objet de la discussion et qui concerne l'économie libre et liée sur la base d'une situation historique donnée. De plus, je devrai supprimer presque entièrement le côté idéologique afin de pouvoir me consacrer uniquement aux questions les plus actuelles et les plus urgentes. Ces questions sont soulevées par les faits réels qui découlent de la situation économique actuelle.

Permettez-moi de citer seulement quelques chiffres pour mieux illustrer ces réalités. Le nombre des chômeurs s'est élevé, au cours de l'hiver dernier, dans les plus grands pays industriels du monde, entre 25 et 30 millions. L'index de la production industrielle mondiale calculé par l'Institut allemand pour l'étude de la conjoncture était à 80 en décembre 1931 (1928 = 100). Après avoir atteint son apogée en 1929, la production mondiale a diminué de 30 pour-cent. Sans compter la Russie le recul de la production mondiale représente même le 38 pour-cent et dépasse ainsi le niveau qu'elle avait en 1913. Je sais qu'il y a lieu d'être prudent dans l'usage que l'on fait de ces chiffres car ils sont basés sur des estimations approximatives. Ce n'est que lorsqu'on observe la situation des grands pays industriels à l'aide de chiffres sûrs, que l'on se rendra compte qu'ils ne dépeignent pas la situation de l'économie mondiale sous des couleurs trop sombres. En Allemagne par exemple on n'utilise plus que le 40 pour cent des bâtiments industriels. Si l'on se base sur le nombre d'heures remplies par le travail

des ouvriers, les fabriques n'ont été utilisées que dans une proportion de 1:3. Il est difficile d'estimer la perte causée par la crise dans l'économie mondiale. On peut tout au plus supposer une base minimum de 100 milliards de francs par année.

Ces quelques chiffres suffiront à prouver que la crise et les moyens de la surmonter sont *actuellement les problèmes économiques les plus brûlants* et toutes les forces de la Suisse aussi bien que la pratique économique devront s'efforcer de trouver une solution. Cela, d'autant plus que, comme vous le savez, la crise n'est pas un phénomène, mais que dans la constitution économique actuelle, nous avons à faire à des *crises chroniques*, ce qui fait, que lorsque la crise que nous traversons aura été vaincue après quelques années de profonde dépression, il faudra s'attendre au retour d'autres crises encore.

Est-il même encore nécessaire, du fait de l'inertie des forces économiques actuelles, de croire que le mouvement de la conjoncture est indispensable pour assurer le développement de l'économie? A ce moment-là, la crise sera, dans une certaine mesure, le prix que l'on devra payer pour le progrès économique technique. « Im Aufschwung das Zuckerbrot des Gewinnes », dit Spiethof, « in der Stockung die Peitsche der Not » (Dans la prospérité, le charme du bénéfice, dans le marasme économique, le coup de fouet de la misère). Ce sont là les excitants les plus efficaces du développement. Cette théorie serait assez bien appliquée pour les débuts du développement capitaliste. Mais, qui aurait le courage actuellement, alors que l'on compte près de 30 millions de chômeurs, d'affirmer qu'il est nécessaire de supporter une perte de production allant de 30 à 40 pour-cent afin de faire progresser l'économie? *Le progrès économique*, si grand soit-il, serait acquis beaucoup *trop chèrement*, si tous les 10 ans l'économie reculait d'un rang qu'elle aurait conquis aux prix de plusieurs dizaines d'années. Je suis certain que vous serez d'accord avec moi, lorsque je vous dirai que cette théorie n'est plus soutenable aujourd'hui parce que, tout d'abord, la crise menace de causer plus de dommages que la dernière période de prospérité n'a apporté d'avantages, sans compter les effets néfastes qu'exerce sur le moral les mouvements de la conjoncture.

La question de savoir comment éliminer les crises est étroitement liée à celle des *causes des crises*. Néanmoins, je n'ai pas pour mission de m'étendre sur les nombreuses théories des crises. Cela n'est du reste pas nécessaire car Lederer a déjà constaté que toutes les théories sur la question des crises, du moins pour autant que les causes des crises émanent du domaine de l'économie, attribuent la faute au mouvement économique sous quelque forme que ce soit à la *disproportionnalité*. A ce sujet, je ne fais pas allusion à une disproportion déterminée, comme par exemple, les variations qu'il y a entre la production des marchandises de production et des marchandises de consommation, mais, il existe d'in-



nombrables possibilités d'un développement disproportionné du capitalisme. Il faut escompter en outre les modifications qui peuvent se produire dans le domaine de l'argent et de la répartition de l'or; ce sont là, il est vrai, des facteurs qu'actuellement on surestime. Soit que l'on cherche les facteurs perturbateurs dans le domaine de l'argent ou davantage dans celui de la production, là n'est pas l'essentiel, ce qu'il faut, c'est de le chercher dans l'économie. Les facteurs des crises qui ne découlent pas de l'économie, comme en particulier l'intervention de l'Etat, ne sont pas les causes proprement dites des crises, bien qu'ils puissent intensifier la crise; les opinions à ce sujet ne doivent certainement pas diverger sensiblement dans les milieux compétents.

Quelles sont les *causes* de la disproportionnalité? Dans le système capitaliste le développement économique occasionne la progression de certaines parties de l'économie, parce que les *détenteurs de capitaux*, c'est-à-dire les chefs d'entreprises, *peuvent disposer librement du capital*, car ils pourront décider en toute liberté s'il faut produire ou non, et dans quelle proportion (ce qui dépend en premier lieu du bénéfice qu'ils peuvent en attendre), et d'autre part, parce que les chefs d'entreprises n'ont pas un aperçu sur la production totale. C'est seulement à l'encombrement du marché et à la baisse des prix qui en résulte qu'ils s'aperçoivent que la production ne répond pas à la consommation.

Dans l'économie qui permet au capitaliste de disposer individuellement de l'emploi du capital, chaque *augmentation* de la production crée une *fausse situation*, parce que cela se fait sans *méthode*. Le développement du capitalisme ne peut donc avoir lieu que sous une forme erronée. C'est pourquoi il y aura toujours des crises sous sa domination et chaque échelon de cette ascension coûtera maints sacrifices.

Les disproportionnalités et avec elles les crises (pour autant que les autres facteurs restent les mêmes) deviendront *de plus en plus aiguës*, du fait que l'espace entre la commande et l'exécution de la commande se prolonge de plus en plus, car le développement technique occasionne une prolongation constante des chemins de détours de la production.

La dernière étape du développement capitaliste, la naissance du *capitalisme des effets*, a également contribué à intensifier les crises. Car, l'enchevêtrement des effets par les placements de capitaux et les sociétés holdings nécessitent que l'estimation boursière des bâtiments industriels figure dans le bilan de toutes les entreprises. C'est ainsi que les entreprises deviennent le jouet de la spéculation, ceci ressort nettement de la crise de crédit qui sévit actuellement. Un amortissement de capital de 50 à 90 pourcent est actuellement chose courante et les faillites et les mesures d'assainissement se multiplient. La trame du capital, durant la période de prospérité déjà, occasionnait un boursofflement par suite de la surestimation, ce qui, en temps de baisse, donne lieu



à une réaction d'autant plus forte. C'est ainsi que les mouvements de conjoncture sont dans les deux cas, graves pour la vogue des effets.

Tout cela a contribué à ce que la crise soit devenue effectivement une *question d'existence pour le capitalisme*, non pas, comme beaucoup le supposent, dans le sens qu'il faille s'attendre à ce qu'il disparaisse complètement au cours de cette crise. L'économie capitaliste ne sera pas en mesure de s'offrir de nombreuses crises de cette envergure; car, finalement, un système économique qui n'est pas seulement à même d'assurer à la population le revenu qu'elle a touché jusqu'à présent et qui, par suite de l'insécurité des relations économiques, paralyse pour de longues années l'activité des entreprises, ne saurait durer longtemps.

La crise n'est du reste pas la seule source de perte de l'économie capitaliste. Il y aurait lieu de citer tout d'abord l'engourdissement auquel serait soumis le progrès économique par les liaisons de l'économie privée (cartels).

Lorsque la crise est due aux erreurs de l'entreprise privée, ou en d'autres termes lorsque du fait de son incapacité, l'économie privée n'est pas à même de s'adapter aux modifications de structure qui se produisent à tout moment, la crise ne pourra être éliminée que grâce à un système économique qui mènera le développement des forces productives selon une voie bien tracée, c'est-à-dire une économie dans laquelle chacun ne pourra pas disposer librement des moyens de production, mais sera soumis à un contrôle et à une direction centrale.

A ce moment-là une question se pose: n'avons-nous pas déjà aujourd'hui, par les interventions de tous genres, une économie dirigée très étendue? Si l'on pouvait comparer les interventions de l'Etat et les liaisons du capital privé avec l'économie dirigée, nous aurions cette économie dirigée que nous préconisons, et cela, sur une grande échelle. Ces interventions ne sauraient cependant être considérées comme une méthode de l'économie dirigée. En ce qui concerne les interventions de l'Etat, il s'agit en grande partie de mesures détachées qui offrent de nombreuses lacunes, élaborées d'une part par une commission spéciale, d'autre part par une autre commission encore, qui chacune d'elles ne possède en la matière que des compétences limitées. Tout ce que l'on peut en obtenir, c'est une sorte de raccommodage avec lequel on tente de boucher quelques trous, mais qui est loin de pouvoir être considéré comme étant propre à exercer une influence méthodique sur l'ensemble de l'économie. Le contingentement du marché extérieur, la méthode de compensation, les prescriptions sur les devises ne représentent qu'une économie dirigée fort incomplète. Car ces mesures ne se rapportent qu'au marché extérieur, dans ces différents cas, il manque la concentration méthodique de toutes les forces économiques. Je prouverai plus loin que les organisations de monopole privé ne représentent également pas une économie dirigée. Les

libéraux ont prétendu plus d'une fois, que la crise provient précisément de ces interventions. Cela doit être attribué au fait que le libre jeu des forces ne peut fonctionner normalement. Je ne crois pas que les crises puissent en dernier lieu être attribuées à des mesures de politique économique, qu'il s'agisse d'une intervention de l'économie privée ou de l'Etat. Mais, le fait que la plupart de ces mesures ont contribué à *aggraver* la situation, ne saurait être refuté.

Il ne s'agit d'économie dirigée que lors d'une *direction centrale de l'économie*, en particulier lorsque le fait de disposer des moyens de production n'est plus du domaine privé. Le fait de parler aujourd'hui d'une économie dirigée, en opposition à une économie « liée » et « socialisée », est parfaitement justifié. Il peut également y avoir des liaisons séparées de l'économie, sans pour cela être une partie d'une économie dirigée. L'économie socialiste poursuit au delà de l'économie dirigée des buts plus étendus encore, tout d'abord une répartition équitable du produit social et la suppression de la dépendance des ouvriers. Alors que l'économie socialiste est véritablement organisée méthodiquement, l'économie dirigée, comme je le démontrerai plus loin, peut s'accorder également aux cas échéants, avec l'économie capitaliste.

L'idée d'une économie dirigée provient de circonstances historiques bien déterminées. Il n'y a pas de raison pour une économie absolument liée, pas plus qu'il n'y en a pour une économie absolument libre. *Economie* ne veut pas dire *but*, du moins ne devrait-il pas l'être, mais au contraire un moyen pour couvrir le mieux possible les besoins humains. Il va de soi qu'il y a lieu de tenir compte d'autres aspirations que des aspirations matérielles, soit l'aspiration à la liberté, au déploiement de la personnalité, à l'équité. Exactement comme les deux pôles, la liberté individuelle et la limitation sociale de cette liberté, doivent former une synthèse dont les limites s'adaptent aux circonstances, les liaisons, les libertés dans la vie économique devront parvenir à un équilibre tel qu'il permette le meilleur développement de la société, tant au point de vue économique qu'intellectuel, ou bien plus, l'économie cherchera à se rapprocher d'un tel idéalisme.

L'idée d'une économie organisée méthodiquement a été longtemps une utopie. Le socialisme marxiste a surmonté cette utopie en renonçant à esquisser l'économie future et en se contentant d'une promesse générale qui, à cet effet, fut basée sur la science. Il appartient à la génération actuelle de trouver le moyen de réaliser cette économie, car, par suite du développement du capitalisme, elle a pour tâche d'appliquer dans la pratique l'idée de l'économie dirigée.

Néanmoins, l'économie dirigée n'est plus très nouvelle dans la pratique. L'histoire de l'économie connaît déjà deux exemples d'économie dirigée de grand style, *l'économie de la guerre*, et la



*Russie des Soviets.* Ces exemples ne sont cependant ni l'un ni l'autre concluants pour l'économie dirigée, car toutes deux sont appliquées dans des conditions tout à fait anormales. Dans l'économie de guerre, le rendement de l'économie (pour autant que le manque de matières premières n'en fit une nécessité), ne joua aucun rôle. Il fallait du matériel à tout prix. Et, la Russie d'aujourd'hui est pour ainsi dire une autarchie pour laquelle la réussite du plan est plus importante que la question de l'économie. De plus, cette expérience en est à ses débuts et l'on manque de données précises. C'est pourquoi ces deux exemples n'entrent pas tout à fait en considération, comme preuve.

De ce fait, on en est à se demander si la discussion sur la possibilité d'une économie dirigée n'est pas tout simplement une question de foi, ou si la question ne pourrait pas faire l'objet d'un débat scientifique. Certains théoriciens de l'économie dirigée déclarent que pour pouvoir discuter du problème, il faut avoir le courage de l'utopie. Il me semble que c'est précisément aujourd'hui qu'il faut avoir le courage de renoncer à l'utopie et d'exprimer un honnête « *ignoramus* » (nous ne savons pas) en face de nombreuses questions. On ne conclut pas par là que les possibilités de réalisation des buts de politique économique doivent être sérieusement étudiées sur la base de faits acquis. C'est tout d'abord aux *organisations économiques qu'incombe cette tâche*, elles sont les premières à sentir directement les conséquences de l'effondrement actuel et ceci concerne spécialement les syndicats — dont les membres en subissent tout particulièrement les effets catastrophiques. Mais il peut et il doit être également du ressort de la science, d'analyser consciencieusement la situation actuelle, de laisser entrevoir les tendances du développement futur, de chercher le moyen de sortir du chaos et empêcher que de telles catastrophes ne se renouvellent à l'avenir.

Je voudrais établir une distinction entre *deux* sortes d'économies dirigées qui en principe sont diamétralement opposées : *Organisation de l'économie dirigée dans le capitalisme ou économie dirigée socialiste ou collective.* L'organisation économique collective se distinguerait principalement du capitalisme par le fait que les marchandises de production ne sont généralement pas en possession de la propriété privée. On se demande néanmoins si une économie qui est dirigée par une centrale peut également s'appeler une économie capitaliste. Actuellement on a cependant rompu déjà dans une telle mesure le principe de la libre concurrence que le saut pour parvenir à la liaison d'une économie collective, ne serait plus bien grand.

L'idée qu'on ne pourra empêcher les pertes énormes causées par la crise que par une direction méthodique de l'économie a gagné du terrain ces dernières années, voire même dans les milieux économiques *capitalistes*, comme l'attestent les déclarations d'économistes indigènes et étrangers. L'idée n'a cependant été émise



qu'à l'occasion de la crise actuelle. Je voudrais citer tout d'abord les propositions de Walter *Rathenau*, dont la valeur géniale a été beaucoup trop méconnue. Rathenau projeta une organisation horizontale des entreprises, en associations professionnelles et une concentration verticale de ces associations professionnelles en associations industrielles. Cette institution était sensée être reconnue par l'Etat, elle devait avoir des compétences mais devait être également contrôlée et elle devait assumer la direction de l'économie. Ces idées figurent dans les projets de *Moellendorf* et de *Wissell*. Les ouvriers les trouvèrent trop étroites, par contre elles étaient déjà trop extrémistes pour les chefs d'entreprises, c'est pourquoi aucune tentative sérieuse de réalisation ne fut faite.

L'économie capitaliste a déjà tenté des essais d'économie dirigée, qui, il est vrai, se sont limitées à certaines industries ou branches d'industries. Je veux parler ici des *cartels* et des *concerns*. Le but de ces organisations est d'assurer le rendement le plus haut et le plus stable, ce qu'elles cherchent à atteindre par la suppression de la concurrence, de plus, en stabilisant la production, en utilisant rationnellement et en développant méthodiquement les usines. Elles n'y parviennent que d'une façon fort incomplète et elles y ont renoncé au moment où une organisation dirigée eut été de la plus grande utilité. Ces organisations, à quelques exceptions près, ont toutes sombré au cours de la crise, fait qu'il faut attribuer à ce que la plupart de ces organisations n'ont pas une base très solide. Même les cartels les mieux consolidés, pour autant qu'ils ne sont pas rivés par une participation financière, se dissolvent après quelque temps. C'est pourquoi, à l'arrière-plan la lutte pour la concurrence est plus aiguë, elle est même latente, tant que dure le cartel. Ce fait rend toutes tentatives d'une économie dirigée, très difficiles. Un fait plus dangereux encore, est l'entrée en scène d'«*oudsiders*» qui viennent jeter le désarroi. Nous avons eu un cas typique en Suisse. Malgré que le syndicat suisse du ciment n'ait employé que le 60 % de sa capacité de production, une nouvelle entreprise qui coûta 12 millions de francs, fut construite comme «*outsider*». Après une lutte de concurrence acharnée cette entreprise fut rachetée et on en suspendit l'exploitation. Au point de vue de l'économie publique les 12 millions sont complètement perdus. Cela est certainement tout autre chose que de l'économie dirigée.

Si donc les cartels entendent suivre une économie dirigée, l'Etat devrait leur accorder certains droits; l'organisation obligatoire ou l'*interdiction de construire de nouvelles fabriques*. On créerait ainsi un monopole qui offrirait maints dangers pour le consommateur et pour tout le public. Un tel monopole ne serait justifié que si on accorde aux consommateurs un *droit de contrôle* et de *collaboration étendu* aux ouvriers comme à la généralité. Ces organisations se rapprochent alors beaucoup de la forme collective de l'économie dirigée.

Une *solution capitaliste* de l'économie dirigée ne peut donc atteindre son but, qui est de supprimer les sources de pertes, lorsqu'il y a limitation de la capacité de disposer du capital. Mais là encore, on court le danger de voir les efforts des entreprises pour réaliser des bénéfices et exercer leur puissance, contrecarrer les efforts de l'économie dirigée. Il y a également de très fortes tendances à l'engourdissement de la forme économique et dans les méthodes d'exploitation d'aujourd'hui, dans les formations de monopole privé. Il faut alors compter avec une certaine limitation ou même d'une entrave au progrès économique technique, ce qui fait que l'économie ne pourra plus à ce moment-là, rendre ce dont elle est capable.

C'est pour ces raisons qu'il me semble que l'économie dirigée prévue sur une base collective est plutôt dans l'intérêt général de l'économie publique. A part les arguments purement économiques il est d'autres raisons de politique sociale et d'éthique sociale qui parlent en faveur de cette solution, qui, seule est à même de réaliser les revendications tendant à la suppression de l'exploitation et la mise sur pied d'un ordre social équitable.

Comme je l'ai déjà dit, il ne peut pas être question d'embellir une formation future utopique, il faut avant tout établir certaines bases en ce qui concerne la forme et le fonctionnement d'une économie dirigée.

Une première question se pose: *Plan global ou plan partiel?* Il s'agit tout d'abord de savoir si un système d'économie dirigée peut être institué en peu de temps, soit par une révision constitutionnelle ou de dispositions légales comme on se le représente souvent. Celui qui suit attentivement l'histoire de l'économie sera persuadé qu'une *transition par bonds* à une autre constitution économique n'est guère probable car il s'agit de changer les habitudes vitales des hommes et ils sont très conservateurs, souvent même ceux qui professent des théories très extrémistes.

Dernièrement le problème a été posé sous une autre forme. Partant d'une part de la nécessité immédiate de faire quelque chose pour surmonter la crise, et d'autre part, de l'importance que l'on attache à la question de crédit, on propose de remettre l'économie à flot pour un *allègement du crédit* ou pour mieux dire, pour une politique bancaire d'inflation. On accorde actuellement beaucoup trop d'importance aux facteurs de crédit qu'on a négligés pendant si longtemps. Mais en admettant qu'il est possible d'exercer une influence voulue sur l'économie, cela contribuerait-il à corriger les fausses proportions des diverses parties de l'économie? Cette mesure à elle seule n'y parviendrait pas, et le danger de la disproportionnalité ne serait nullement écarté pour l'avenir. Une action d'économie dirigée avec l'aide de la politique des crédits ne peut avoir lieu par une simple réglementation du volume du crédit. Elle devrait lui donner la forme d'un contrôle qualitatif du crédit. Nous aurions ainsi une emprise d'économie dirigée sur



la production, emprise que l'on peut conquérir certainement par d'autres moyens.

Le plus souvent, on se fait une idée erronée de la transformation qu'occasionnerait l'instauration d'une économie dirigée. La plus grande transformation devrait se manifester dans l'idéologie, particulièrement dans celle qui tient encore toujours de toutes ses forces à l'idéal libéral lors même que le développement de tout un siècle a démontré qu'il n'est pas applicable et que l'on ne saurait s'obstiner à faire machine arrière. Dans la vie économique même il n'y aurait pas très grands changements. La sphère dans laquelle se manifeste les perturbations de l'économie capitaliste, c'est-à-dire le véritable foyer de la crise, est probablement beaucoup moins grand qu'on ne le suppose habituellement, lors même que les effets de la crise se répercutent sur toute l'économie.

Actuellement déjà, une grande partie de l'économie est du *domaine de la collectivité*. Il existe de nombreuses entreprises qui appartiennent à l'Etat et aux Communes, d'autres existent sur des bases coopératives et suivent une prudente politique par la couverture des besoins et qui ne sont pas un foyer de crise primaire. De plus, il en est de même pour une grande partie de l'artisanat et de l'agriculture. Je songe tout d'abord aux entreprises qui produisent pour le marché indigène et dans lesquelles il ne se produira également pas une transformation subite dans la technique de la production. Il suffira de mieux coaliser les organisations professionnelles et économiques qui existent déjà et d'en faire des organisations centrales, qui obtiennent et qui livrent et qui sont à même de subvenir à leurs besoins et à leur production. Il existe déjà un début de ce genre dans les centrales d'achat tant dans l'agriculture que dans l'artisanat.

Que les changements soient moins importants qu'on ne l'admet peut-être aujourd'hui, cela peut aussi se dire à propos de *la forme des entreprises*. Les genres d'entreprises d'économie collective ou dirigée que nous reconnaissons aujourd'hui sont les entreprises d'Etat et les entreprises communales, qu'elles soient des propriétés particulières ou que la majorité des actions soient à l'Etat ou aux communes, ainsi que les coopératives. Mais, à mon avis, il serait faux de croire que toutes les autres entreprises ne peuvent être incorporées que dans une économie collective en les forçant à entrer dans les formes déjà mentionnées. Je peux très bien me représenter, par exemple, la société par actions, par une transformation du droit des obligations, devenir une entreprise à forme d'économie collective. Ensuite, cette idée de Rathenau mérite un examen approfondi que les entreprises capitalistes privées d'aujourd'hui devraient se réunir en fédérations économiques ou des *corps administratifs indépendants* qui, précisément grâce à la limitation des droits, prendraient plus tard un *caractère d'économie collective*. Je laisse ici de côté avec intention la *question de la propriété*, parce qu'elle peut être résolue d'une manière ou



d'une autre suivant les circonstances politiques et économiques, et parce qu'elle n'a pas d'importance pour notre sujet d'aujourd'hui.

Il a déjà été dit qu'une économie dirigée basée sur l'économie collective ne paraît pas si simple que les critiques le croient, que surtout il ne peut être question de la *fable du socialisme d'Etat* qui veut tout transformer en services d'Etat. Cette conception n'est, en général, présentée que par ceux qui la combattent, parce qu'il est très facile de soulever des objections contre un pareil épouvantail. Sombart a certainement raison de dire qu'il n'y a *pas de monisme* dans l'histoire de l'évolution économique, c'est-à-dire qu'à aucun degré de son évolution, l'économie mondiale ne peut se mettre en une seule formule. Un nouveau système économique trouvera sa voie la plus facile dans des branches d'économie se développant d'une façon nouvelle. De même que le capitalisme s'est emparé d'abord du commerce, puis de l'industrie et seulement après de l'artisanat et de l'agriculture, les formes d'économie collective ne pourront pas s'imposer tout de suite partout. Sans doute, une constitution économique reposant sur un plan d'ensemble doit naturellement comprendre dans ses obligations tout ce qui se produit pour le marché, sinon il se produira des lacunes qui mettront le plan en danger.

Une réglementation de l'économie dirigée doit aussi veiller à ce que *le plan soit le plus possible élaboré organiquement*, c'est-à-dire que des entreprises ou organisations d'une nature économique collective ou dirigée ne devront si possible pas dépendre d'autres entreprises ou organisations reposant encore sur des principes capitalistes de hasard; autrement un facteur d'insécurité s'introduirait dans le plan qui pourrait nuire à son efficacité. C'est pourquoi les rapports économiques internationaux de tous genres (trafic des marchandises, des capitaux, aussi des hommes) multiplieront les obstacles et, en tout cas, laisseront des lacunes dans un plan d'économie nationale. A la question si, en général, un plan économique à base nationale a sa raison d'être et est applicable pour une économie publique en combinaison étroite avec une économie mondiale, je répondrai encore pour finir.

Le but de l'économie dirigée est la meilleure satisfaction possible des besoins. Un point extraordinairement important est de savoir *comment le besoin peut être fixé*. Dans l'économie actuelle, le *marché*, ou plutôt la *formation des prix* sur le marché, est dans une certaine mesure le *régulateur du besoin*. Les prix expriment le rapport entre l'offre et la demande. Si le marché économique fonctionne comme il faut, il en résulte une adaptation constante de la production à la consommation. Mais cela aussi longtemps seulement que les détours de la production sont petits et peu nombreux. Depuis des dizaines d'années déjà, ce système ne fonctionne plus, s'il a vraiment bien fonctionné une fois. Alors la question se pose si, dans l'économie dirigée, le marché doit disparaître ou bien s'il faut lui garder une importance quelconque.

On se représente plutôt que la réglementation de la production d'après les besoins doit se faire par un calcul économique d'ensemble. Par contre, on peut objecter avec raison que le problème ne se résout pas simplement avec la machine à calculer, parce que le calcul économique le plus général ne peut pas prévoir avant tout *les fluctuations de la consommation*. (Il y aura naturellement des changements dans la consommation si la réglementation du revenu est accordée, et elle doit être accordée.) Ce défaut n'est pourtant pas menaçant pour l'économie dirigée. Sa tâche consiste justement à régler aussi rapidement que possible et sans trouble la production d'après la consommation. Par un contrôle sévère des entrepôts, il sera facile de dépister rapidement les changements dans la consommation. Mais néanmoins il y a le risque que le calcul économique ne fonctionne pas toujours impeccablement. Alors le *marché régulier peut être conservé* comme second régulateur ou dans une certaine mesure comme soupape de sûreté. Les fluctuations des prix diront si le calcul économique est juste ou non. Cela n'est naturellement possible que si la *formation des prix n'est pas complètement immobilisée*, si, dans une certaine mesure, limitée sans doute par les buts de l'économie dirigée, la concurrence peut régner. Cette formation des prix ne pourrait jouer qu'un rôle complémentaire. Economie dirigée et marché ne s'excluent pas. Au contraire, son importance originelle peut être rendue au marché dans l'économie dirigée sinon d'après son ampleur du moins d'après son sens. Les fluctuations de la consommation qui ne pourraient pas être prévues, seraient fixées par des variations de prix et corrigées par la transformation de la production. Ainsi le prix est influencé d'une manière *naturelle*, c'est-à-dire par les changements réels de la situation du marché; tandis qu'un cartel, à l'aide de son monopole, maintient *artificiellement* le prix haut. Il a déjà été dit qu'avec le marché et la formation facultative des prix, le *calcul en monnaie* pourra être conservé. A ce propos, il faut remarquer que le calcul économique dans l'économie dirigée se fait beaucoup plus simplement qu'il n'est admis aujourd'hui, parce que les besoins ne seront plus soumis de longtemps à de telles secousses.

De même que le prix est un contrôle pour l'adaptation de la production à la demande, *l'intérêt du capital* serait une mesure pour l'urgence du besoin en capital et en même temps un régulateur de la formation du capital. Ainsi l'intérêt n'a pas non plus besoin de disparaître. S'il revient à la collectivité, il n'y a rien à objecter, même du point de vue socialiste. Les entreprises auraient à payer une indemnité pour le capital mis à leur disposition, indemnité qui trouverait son emploi pour la formation de nouveaux capitaux. Par la graduation de l'intérêt, il serait du reste possible d'exercer une influence sur la production, dans le sens de la production reconnue la plus nécessaire aux dépens des marchandises de luxe dont on peut se dispenser.



Laissez-moi encore examiner quelques objections qui sont soulevées contre l'idée de l'économie dirigée. La plus connue est qu'elle tue l'initiative privée. Elle vise aussi bien l'économie collective que l'économie dirigée qui maintient la propriété privée du capital. Je prétends que cette objection ne peut plus être prise au sérieux sous cette forme générale. Dans la grande industrie capitaliste actuelle, les fonctions de directeur et de propriétaire du capital sont déjà depuis longtemps séparées. Le chef d'exploitation n'est qu'un employé supérieur qui est stimulé par un haut salaire et par la participation au bénéfice. Mais ce serait méconnaître gravement ces personnalités de croire que ce n'est que par intérêt matériel qu'ils s'emploient pour leur entreprise. C'est précisément chez les chefs d'exploitation les plus distingués que le sentiment de la responsabilité et la joie du succès ont le plus de poids. La participation aux bénéfices, telle qu'elle se fait sous forme de tantièmes administratifs, ne représente pas, dans de nombreux cas, une indemnité pour un rendement particulier, mais seulement l'utilisation d'une puissance. Dans maints cas, en Allemagne notamment, cela a mené à une exploitation scandaleuse des entreprises industrielles.

D'un autre côté, nous avons l'exemple des entreprises publiques. Ici, l'initiative a-t-elle été vraiment étranglée, ou bien ne sont-elles pas justement, ces entreprises avec leur caractère de monopole, une brillante réhabilitation pour l'économie collective? Par exemple, nos chemins de fer fédéraux ou l'administration fédérale des téléphones sont des entreprises qui peuvent très bien se mesurer avec les entreprises correspondantes de l'étranger et surtout les privées. Elles prouvent du reste que le progrès technique dans l'économie collective, même si elle a un caractère de monopole, ne sera pas négligé. Les entreprises d'Etat mentionnées sont, sous le rapport technique, beaucoup mieux aménagées que la plupart des chemins de fer et téléphones de l'étranger, pour autant qu'ils sont exploités par le capital privé.

Il en est de même avec la rentabilité. Si elle n'était pas au moins aussi importante dans les entreprises d'économie collective que dans l'économie privée placée dans les mêmes conditions, elles seraient déjà mises au pilori depuis longtemps et détruites.

Si le principe d'économie collective était étendu à l'économie générale, il serait, de plus, possible de boucher les importantes sources de perte auxquelles on n'ose pas s'attaquer aujourd'hui. Par exemple, si, en dépensant des millions, nous établissons l'une à côté de l'autre des voies pour deux moyens de transport (routes et chemins de fer), dont chacun d'eux a ses grands avantages, au lieu de n'utiliser que l'un des deux là où ce serait le plus rationnel, cela ne peut se produire que parce que nous n'avons pas un plan économique, parce que nous ne pouvons pas penser à une économie dirigée.



On reproche encore à l'économie collective qu'elle exige une *bureaucratie*. De nouveau, je demande: La bureaucratie ne se trouve-t-elle pas chez elle aussi bien dans les grandes entreprises capitalistes privées que dans l'économie publique? Sans doute, l'économie dirigée doit se garder de renchérir sur l'ampleur de ces entreprises. En se basant sur l'expérience de l'économie actuelle, une saine *décentralisation* en entreprises de moyenne importance diminuera le risque de la bureaucratie ainsi que des installations défectueuses; elle assurera aussi, sans grande perte, une adaptation plus rapide aux progrès techniques. Que la Russie qui, aujourd'hui, adore la grande industrie, ne se réveillera pas plus tard amèrement désappointée de ce rêve de grandeur, c'est pour moi une question encore ouverte; car le danger menace que, malgré le plan, il n'y ait pas de construction organique. On ne peut pas penser à une économie dirigée sans un contrôle d'investissement des plus soigneux. Mais je ne veux pas contester que les *fluctuations de la consommation* ne peuvent pas être calculées exactement à l'avance. Economie dirigée ne signifie pas prévision exacte des besoins économiques; mais elle veut *l'adaptation la plus rapide et la moins troublée* aux changements qui peuvent se produire. Plus élastique sera le plan économique au point de vue technique et commercial, d'autant plus rapidement pourra-t-il s'adapter aux transformations qui surviendront. C'est pour cela qu'une certaine *autonomie* doit être réservée aux organes inférieurs. Je n'ai pas le temps de m'attarder sur les méthodes de collaboration des différentes instances. Le socialisme corporatif anglais a fait à ce sujet des propositions très intéressantes.

J'ai déjà fait remarquer quelles énormes sources de perte enregistre l'économie d'aujourd'hui par la dépréciation d'installations presque encore neuves provoquée par les progrès techniques très rapides et qu'elle doit amortir. Une économie dirigée d'après un plan devra soigneusement examiner si l'introduction de nouvelles machines, ensuite de la dépréciation des installations existantes, ne reviendra pas plus cher que la renonciation provisoire aux innovations. Par contre, dans l'économie de concurrence actuelle chaque nouvelle machine fait de la ferraille de la plus arriérée.

Tandis que jusqu'à présent j'ai expliqué le problème du point de vue des principes, je voudrais encore, pour finir, poser cette question: *La possibilité de diriger méthodiquement l'économie existe-t-elle pour aujourd'hui ou pour dans un avenir plus ou moins rapproché?*

Un plan économique d'ensemble, cela va de soi, devrait s'étendre sur toute *l'économie mondiale*. Mais il ne faut pas y penser aujourd'hui, dans un temps où une réglementation internationale des questions économiques même les plus primitives échoue. Bien que toutes les mesures contre la crise devraient avoir

un caractère international, il faut pourtant avoir le courage de déclarer que de tels plans en ce moment sont des *illusions*.

Aujourd'hui ne sont vraiment réalisables que les mesures nationales, et ici, la dure réalité a obligé nos autorités à des mesures d'économie dirigée qui, il y a peu de temps encore, étaient considérées comme impossibles. Mais j'ai déjà dit que *le contingentement, le trafic de compensation, les prescriptions sur les devises*, bien qu'ils soient des moyens radicaux de la politique commerciale, ne représentent qu'un petit progrès vers le plan économique. Ils se limitent à ce but : d'utiliser le pouvoir d'achat de l'intérieur sur le marché mondial pour encourager l'exportation. La tâche de la centrale du beurre va un peu plus loin; elle doit encourager la transformation de la production fromagère en produits de beurre, c'est donc une économie laitière dirigée. Il faudrait encore nommer *l'interdiction de bâtir des hôtels, la cartellisation obligatoire de l'industrie horlogère* et quelques autres mesures analogues. Mais il se passe encore des choses qui, spécialement en temps de crise, constituent de véritables non-sens. Que penserait-on de ceux qui possèdent une maison bien installée, en érige une nouvelle et laisse l'ancienne maison vide ? Mais n'est-ce pas la même chose qui se passe quand on construit une nouvelle fabrique de chaussures tandis que les fabriques déjà existantes chôment, et n'en est-il pas de même dans l'industrie du ciment ? Cela ne signifie-t-il pas la même chose, lorsque, dans le commerce, émergent toujours de nouvelles entreprises qui font concurrence aux anciennes jusqu'à ce qu'elles soient elles-mêmes victimes d'une entreprise encore plus récente et plus favorisée ?

Vraiment, il y aurait dans notre petit pays une quantité de tâches pour permettre l'intervention d'une économie véritablement dirigée, et l'on peut croire que la situation est suffisamment sérieuse pour *réunir toutes les énergies afin de combattre la crise d'après un plan économique* : le sauvetage du marché du bâtiment avant sa ruine, l'assurance d'une occupation à peu près normale pour les industries et les arts et métiers indigènes ainsi que pour l'agriculture, l'utilisation de l'ensemble des capitaux importés et éventuellement exportés (pour autant qu'ils entrent en considération) pour augmenter l'exportation. Voilà quelles seraient les tâches actuelles à remplir sur le terrain national. Elles peuvent et doivent être résolues par une collaboration volontaire des fédérations économiques et des autorités: les ressources ne manquent pas dans le pays le plus riche du monde. Certainement ce ne serait pas encore une transformation du système économique, mais *un plan d'urgence pour lutter contre la crise*. Pendant la guerre, on a réuni toutes les énergies économiques du pays pour assurer son existence. Pourquoi cela ne pourrait-il pas se faire aussi aujourd'hui où des pertes matérielles nous menacent en Suisse, pertes beaucoup plus importantes que celles que la guerre apporta avec elle ?



Sans doute le *principe libéral* devrait être *sacrifié*. Depuis longtemps il n'est déjà qu'une fiction, et finalement j'ai une meilleure opinion de nos chefs d'industrie que de leur prêter cette idée qu'ils préféreraient perdre leurs entreprises dans la crise pour pouvoir dire que le principe est sauvé.

L'économie du capitalisme se trouve à un carrefour, en tout cas à une *époque de transformations*. Ou bien, elle tient fermement au principe de la libre autorité individuelle sur le capital et alors de nouvelles crises ébranleront l'économie qui anéantiront tout progrès et rendront impossible une amélioration des conditions de l'existence. Ou bien, les dispositions déjà prises conduiront à une économie organisée sur un plan économique basé provisoirement sur le terrain national, mais qui s'étendra le plus vite possible au delà des frontières nationales. L'avenir décidera si et combien de temps les hommes supporteront une conception économique qui ne leur offre aucune sécurité d'existence et qui, malgré tous leurs efforts et malgré tous les progrès au point de vue technique et d'économie privée, ne leur apportera aucune élévation durable du standard de vie.

Nous vivons dans un siècle de *rationalisation* à outrance. Mais jusqu'à présent, la rationalisation s'est limitée à l'industrie, à l'entreprise ou tout au plus au cartel ou au conglomérat. La tâche la plus importante de la rationalisation serait de faire des transactions extrêmement actives dans l'économie publique et l'économie mondiale l'objet d'une économie dirigée raisonnable. Ces transactions sont encore un chaos qui ne permet pas la réalisation d'une rationalisation industrielle, mais qui provoque plutôt des catastrophes économiques comme nous en vivons une maintenant. Douter que l'homme peut organiser l'économie pour la suppression de la crise, c'est refuser de croire à sa capacité de gouverner raisonnablement l'économie. Car une telle organisation économique méthodique forme la clef de voûte de la rationalisation. Elle rendrait tout d'abord possible la mise en valeur de toutes les améliorations de la technique et de l'organisation et son utilité pour la collectivité. Cette économie dirigée apprendra de nouveau aux hommes qui sont aujourd'hui les esclaves de l'économie et de l'âpreté au gain, à dominer cette économie et à en faire un moyen de satisfaire ses besoins matériels et spirituels.